

N° AP 25/2

## **ARRETE**

### **VILLE DE LA SEYNE-SUR-MER - OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE PORTANT SUR LA MODIFICATION N°5 DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-36, L153-37, L153-40, L153-41, L153-43, L153-44 et R153-8,

**VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L123-1 et suivants, ses articles R123-1 et suivants,

**VU** le décret n°2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant certaines dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/11/313 du Conseil Métropolitain en date du 16 novembre 2023 définissant les objectifs poursuivis relatifs à la modification n°5 du PLU de La Seyne-sur-Mer et des modalités de la mise à disposition au public de la concertation obligatoire,

**VU** la délibération n°24/03/038 du Conseil Métropolitain en date du 28 mars 2024 tirant le bilan de la concertation relative à la modification n°5 du PLU de La Seyne-sur-Mer,

**VU** le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Seyne-sur-Mer opposable,

**VU** l'avis conforme n° 2023APACA57 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe PACA) en date du 27 juillet 2023 après examen au cas par cas constatant que le dossier présenté est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et concluant à la nécessité de soumettre la procédure de modification n° 5 du PLU de La Seyne-sur-Mer à évaluation environnementale,

**VU** l'évaluation environnementale,

**VU** l'avis délibéré n° 2024APACA26/3695 de la MRAe PACA en date du 30 mai 2024 portant sur la qualité de l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement par le document d'urbanisme,

**VU** la réponse à l'avis délibéré de la MRAe de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 10 octobre 2024,

**VU** la notification du projet de modification n°5 du PLU de la commune de La Seyne-sur-Mer aux Personnes Publiques Associées pour avis en date du 10 octobre 2024,

**VU** la décision n° E24000076/83 du Tribunal Administratif de Toulon en date du 17 décembre 2024, désignant Madame Marie-Chantal NAIN en qualité de Commissaire Enquêteur,

**VU** les pièces du dossier soumises à l'enquête publique,

**CONSIDERANT** que les mesures de modification proposées ne portent pas atteinte aux orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole, une zone naturelle ou forestière, ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances,

**CONSIDERANT** la nécessité de soumettre le projet de modification n° 5 du PLU de La Seyne-sur-Mer à enquête publique en vue de son approbation conformément aux dispositions de l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme,

# ARRETE

## **ARTICLE 1**

Il sera procédé à une enquête publique relative à la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de La Seyne-sur-Mer visant à permettre de :

- Créer des conditions d'aménagement sur certains espaces concernés par des possibilités de construction (volonté d'intégration, par le recours à des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)),
- Garantir la bonne intégration des projets dans des environnements urbains hétéroclites,
- Prendre acte du jugement du Tribunal Administratif de Toulon pour supprimer une ouverture à l'urbanisation en date du 6 avril 2021,
- Actualiser le dossier de planification afin de correspondre à la convention du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en cours de finalisation.

## **ARTICLE 2**

Madame Marie-Chantal NAIN a été désignée en qualité de Commissaire-Enquêteur par décision n° E24000076/83 en date 17 décembre 2024 par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulon.

## **ARTICLE 3**

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le Commissaire-Enquêteur, seront mis à disposition du public, aux fins de consultations, d'observations, propositions et contre-propositions pendant la durée de l'enquête, du 10 février 2025 à 9h au 14 mars 2025 à 16h inclus, soit 33 jours consécutifs, à la Maison de l'Habitat de La Seyne-sur-Mer Place Bourradet – 1 Rue République 83500 La Seyne-sur-Mer, siège de l'enquête publique, du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 14h à 17h (16h le vendredi).

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être adressées à l'attention de Madame le Commissaire-Enquêteur :

- Par courrier, jusqu'au 14 mars 2025 (cachet de La Poste faisant foi) au siège de l'enquête publique, Maison de l'Habitat de La Seyne-sur-Mer Place Bourradet – 1 Rue République 83500 La Seyne-sur-Mer,
- Par voie électronique jusqu'au 14 mars 2025, 16h, à l'adresse suivante : [mtpm.plu@metropoletpm.fr](mailto:mtpm.plu@metropoletpm.fr) en précisant en objet « Modification n°5 du PLU de La Seyne-sur-Mer ».

Elles seront transmises sans délai au commissaire enquêteur qui les visera, les numérotera et les annexera au registre. Elles seront tenues à la disposition du public au siège de l'enquête publique.

Les informations relatives à l'enquête publique sont également disponibles sur les sites internet de la Métropole ([www.metropletpm.fr](http://www.metropletpm.fr)) et de la commune de La Seyne-sur-Mer ([www.la-seyne.fr](http://www.la-seyne.fr)).

Un ordinateur dédié à la consultation du dossier dématérialisé sera mis à la disposition du public au siège de l'enquête publique.

Toute information concernant le dossier d'enquête publique pourra être sollicitée auprès de Monsieur Xavier Guyard, Directeur Habitat, Cadre de vie et Rénovation Urbaine - Place Bourradet - 1 Rue République 83500 La Seyne-sur-Mer – 04.94.06.95.32).

#### **ARTICLE 4**

Le Commissaire-Enquêteur se tiendra à la disposition du public pendant ses permanences pour répondre aux demandes d'information et recevoir ses observations, propositions et contre-propositions les jours suivants à la Maison de l'Habitat de La Seyne-sur-Mer Place Bourradet – 1 Rue République 83500 La Seyne-sur-Mer :

- Lundi 10 février 2025, de 9h à 12h et de 14h à 17h,
- Mardi 18 février 2025, de 9h à 12h et de 14h à 17h,
- Jeudi 27 février 2025, de 14h à 17h,
- Samedi 8 mars 2025, de 9h à 12h,
- Vendredi 14 mars 2025, de 9h à 12h et de 14h à 16h.

#### **ARTICLE 5**

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à disposition du Commissaire-Enquêteur qui sera chargé de le clore.

Dès réception du registre et des documents annexés, le Commissaire-Enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable de projet, et lui communiquera un procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales.

Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations et ses réponses éventuelles.

Le Commissaire-Enquêteur disposera d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête pour établir et transmettre au Président de la Métropole TPM, son rapport et ses conclusions motivées, ainsi que les exemplaires du dossier de l'enquête déposés en Mairie, accompagnés du registre et des pièces annexées.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du Commissaire-Enquêteur sera adressée à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulon, à Monsieur le Préfet du Var et à Madame le Maire de La Seyne-sur-Mer.



## **ARTICLE 6**

La copie du rapport et des conclusions motivées du Commissaire-Enquêteur sera pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête :

- Tenue à la disposition du public, au siège de l'enquête publique, à la Maison de l'Habitat de La Seyne-sur-Mer (Place Bourradet – 1 Rue République 83500 La Seyne-sur-Mer),
- Publiée sur les sites internet de la Métropole ([www.metropletpm.fr](http://www.metropletpm.fr)) et de la commune de La Seyne-sur-Mer ([www.la-seyne.fr](http://www.la-seyne.fr)).

## **ARTICLE 7**

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans les journaux :

- Var Matin – Nice matin,
- La Marseillaise,

Une copie des avis publiés sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant son ouverture en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête pour la deuxième.

Cet avis sera publié :

- Sur les sites internet de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et de la Ville de La Seyne-sur-Mer,
- Par voie d'affiches : l'Hôtel de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à la Mairie de La Seyne-sur-Mer, mairie annexe, services techniques, ainsi qu'en tous autres lieux utiles et par tous les autres procédés en usage dans la commune de La Seyne-sur-Mer, afin d'assurer l'information du public la plus large possible.

Ils seront mis en place quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. L'accomplissement de cette formalité sera certifié par l'autorité compétente.

## **ARTICLE 8**

A l'issue de l'enquête publique, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée se prononcera par délibération sur l'approbation de la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de La Seyne-sur-Mer, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis émis par les Personnes Publiques Associées, les observations du public, les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur.

## **ARTICLE 9**

Des copies du présent arrêté seront adressées à :

- M. le Préfet du Var,
- M. le Président du Tribunal Administratif de Toulon,
- Mme le Commissaire-Enquêteur,
- Mme le Maire de La Seyne-sur-Mer.

## **ARTICLE 10**

Le présent arrêté sera affiché au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et en Mairie de La Seyne-sur-Mer jusqu'à la fin de l'enquête publique.

## **ARTICLE 11**

Monsieur Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le **14 JAN. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ★

